

Résolution
2531
 (2020)

SECTION RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (RSS) - DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION (DDR)

MANDAT

« Soutenir le cantonnement et le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés, notamment grâce à l'intégration dans les Forces de défense et de sécurité maliennes d'éléments des groupes armés signataires à titre de mesure provisoire, et la poursuite de l'exécution d'un programme de lutte contre la violence communautaire, dans le cadre d'une réforme sans exclusive et consensuelle du secteur de la sécurité... Résoudre les problèmes en suspens liés au concept de Forces maliennes de défense et de sécurité (FDSM) reconstituées et réformées, notamment par le biais de consultations entre les parties maliennes au plus haut niveau, résoudre les problèmes en suspens liés à la formation, à l'intégration et au redéploiement d'au moins 3 000 membres des groupes armés signataires au sein des FDSM, à la suite d'un processus de consultation inclusif avec l'engagement total et le consensus des parties maliennes et des autres parties prenantes concernées, et à élaborer et commencer la mise en œuvre d'un plan global pour le redéploiement progressif des FDSM reconstituées et réformées vers le nord du Mali de manière transparente avec un engagement total et le consensus des parties maliennes et des autres parties prenantes concernées dans le cadre d'une vision nationale plus large de la réforme du secteur de la sécurité... ».



Quelques résultats clés pour la période 2019-2020

a) Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)

- Soutien à la formation et à l'intégration de 1 330 ex-combattants du MOC (Mécanisme opérationnel de coordination) dans les FAMa ;
- Appui à l'adoption et mise en œuvre de : la stratégie nationale de la réforme du secteur de la sécurité ; la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ; la politique nationale des frontières ;
- Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019) et à la Loi d'Orientation et de Programmation de la Sécurité Intérieure (LOPSI 2017-2021) ;
- Appui à l'équipement et au renforcement des mesures de sécurisation des camps du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) à Gao, Kidal et Tombouctou ;
- Soutien à la formation de 120 inspecteurs des services de sécurité et de protection civile, de 15 inspecteurs de l'inspection générale de la Défense en Contrôle en Audit internes et cinq inspecteurs en archivage et protection des données sensibles ;
- Construction, réhabilitation et équipement des bureaux des Inspections générales des Armées et Services et de la sécurité et protection civile ;
- Renforcement de la promotion du genre dans les Forces de Défense et de Sécurité par la construction d'infrastructures : logement de jeunes filles au Prytanée Militaire (Kati) et réalisation du foyer de l'Association des Femmes de la Base 101 de Sénou (Armée de l'Air et du 34e bataillon du Génie Militaire) ;
- Appui au commissariat à la RSS : développement de son site web ; équipement de la salle de conférences ; lancement de la mise en œuvre du statut du code de sécurité.
- Projet de construction de trois camps et de 20 établissements de santé pour le ministère de la Défense
- Suivi du projet pour l'amélioration des conditions de vie des armées reconstruites (ou reconstituées) dans les camps de Kidal et Tombouctou. Projet de construction du bloc de toilettes pour femmes dans différents centres de formation.
- Appui à la formation de 400 jeunes et 30 assistants parlementaires sur la RSS ;
- Soutien à la formation à des métiers divers de 1 000 jeunes, en appui au Ministère des Affaires religieuses et du Culte (MARC) ;
- Soutien à l'Assemblée nationale : renforcement des capacités des membres de la Commission nationale

Résolution
2531
 (2020)

Défense, Sécurité Protection civile (CNDSPC). Formation des assistants parlementaires à la rédaction des lois et sur les processus de la RSS-DDR ;

- Appui continu à la société civile (organisations de femmes et de jeunes) œuvrant à la consolidation de paix ;
- Appui à l'opérationnalisation de la Direction Nationale des Affaires religieuses et du Culte à Bamako et de ses antennes à Mopti et à Gao ;
- Suivi des projets pilotes de mise en place et de formalisation d'un mécanisme national de réinsertion sociale par le renforcement des capacités de rééducation, de formation, de réhabilitation, déradicalisation et prise de conscience des dangers de l'extrémisme violent à Bamako, Mopti, Gao ;
- Suivi du projet de création de nouveaux centres à Tombouctou et Ségou pour renforcer les capacités des chefs religieux, des acteurs et de la société civile (jeunes et femmes) dans la lutte nationale contre l'extrémisme violent et les processus RSS-DDR ;
- Appui à la Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF) : formation de 105 membres de la brigade mixte (FAMA et gardes forestiers) d'anti-braconnage dans le Gourma à Douentza et leur dotation en véhicules, en avion ULM et en équipements de communication ; appui à l'Etat-major Général des Armées et à la DNEF par construction d'infrastructures de protection et de sécurisation de l'aérodrome de Douentza ; poursuite du projet de Renforcement des capacités des Gardes Forestiers pour la sécurité communautaire et la protection des éléphants du Gourma ;
- Appui à la Politique Nationale des Frontières par le renforcement des capacités de la Direction Nationale des Frontières (DNF) ;
- Appui à la lutte contre la prolifération des Armes légères et de petit calibre (ALPC) : renforcement des capacités de la Commission Nationale de lutte contre les ALPC dans la mise en œuvre du Plan Opérationnel Intégré pour promouvoir le désarmement civil volontaire, la gestion des munitions et des Equipements et Explosifs Improvisés (EEI).

b) Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR)

- Enregistrement biométrique de 400 ex-combattants du MOC au cours de la phase de rattrapage du processus accéléré du DDR - Intégration ;
- Enregistrement biométrique de 1 747 ex-combattants du MOC au cours du processus accéléré du DDR - Intégration ;
- Appui à la Commission Nationale de DDR (CNDDR) pour la rédaction de la stratégie de DDR pour le centre et le nord (juillet 2019) ;
- Appui à la mise en œuvre du programme National de la Réhabilitation Communautaire à Soufouroulaye (Mopti), lancé le 11/10/2019. En juillet 2020, 352 ex-éléments des GAD ont rejoint le programme et remis 270 armes ;
- Renforcement des mesures de sécurité passives sur les 8 sites de cantonnement dans les régions de Gao, Tombouctou, Kidal et Ménaka ;
- Programme de Réduction de la Violence Communautaire (RVC) de 2013 à 2020 : contribution à la réduction/prévention de la violence dans diverses communautés ciblées dans 6 régions du Nord et du Centre pour compléter le programme et le processus de DDR axés sur les jeunes à risque et les femmes vulnérables. Ces



projets portent sur : formation professionnelle ; électrification et sécurité ; Agriculture et jardinage ; renforcement des capacités, réhabilitation des infrastructures de base ; activités génératrices de revenus etc. En juillet 2020, 161 projets de RVC ont eu lieu dans les régions de Kidal, Tombouctou, Taoudénit, Gao, Ménaka et Mopti, pour 257,000 jeunes vulnérables (dont 122 640 femmes), ainsi que des membres des communautés bénéficiaires. Pour 2020-2021, la réalisation de 32 projets CVR est en cours pour au total 3 millions USD et près de 42,612 bénéficiaires directs.